

LES COLLECTIVITÉS LOCALES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT

Table ronde - 5 décembre 2015

11h15 - 14h45



Dossier de presse

Introduction	p.3
Programme détaillé de la table-ronde du 5 décembre	p.4
Communiqué de presse du 27 février 2015	p.8
Lauréats de l'appel à projet « Climat » 2015	p.9
Les projets lauréats valorisés le 5 décembre	p.13
Partenaires associatifs de la coopération décentralisée	p.19
Focus sur la campagne web « la coopération décentralisée s'engage ! »	p.22
La Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales	p.25



La coopération décentralisée s'engage contre le dérèglement climatique !

De nombreuses collectivités françaises (régions, communes et départements) sont engagées dans la lutte contre le changement climatique avec leurs partenaires étrangers, partout dans le monde, à travers des partenariats durables. Ceux-ci reposent sur la confrontation des expériences et sur des appuis ciblés : formation, acquisition de pratiques et de savoirs, sensibilisation, concertation, recherche... La coopération décentralisée menée par les collectivités territoriales françaises avec leurs collectivités partenaires est une opportunité majeure pour mener à bien des projets de lutte contre le dérèglement climatique.

En 2015, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, au sein du ministère des Affaires étrangères et du Développement International, a plus spécifiquement soutenu financièrement pour un montant total de plus de 2 600 000 euros des projets portés par les collectivités dans la lutte contre le dérèglement climatique : lutte contre la déforestation, mise en place d'un diagnostic énergétique et environnemental, gestion des aires maritimes, agriculture durable, lutte contre l'insécurité alimentaire, sensibilisation des jeunes aux enjeux climatiques...

Ensemble, les collectivités territoriales et le ministère des Affaires étrangères et du Développement international coopèrent à l'international pour le climat !





Programme de la table ronde : « les collectivités locales s'engagent pour le climat » Salle 6, espace générations climat

11h15/11h45 : séance d'ouverture de la session autour de :

Annick Girardin, Secrétaire d'Etat au développement et à la francophonie (sous réserve)

Bertrand FORT, Délégué pour l'action extérieure des collectivités territoriales.

11h45/12h45 : PANEL.

Les lauréats de l'appel à projets climat : La lutte contre le dérèglement climatique en exemples.

La parole est donnée aux partenaires de l'appel à projets Climat du Vietnam, de Chine, d'Haïti, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, du Bénin, du Burkina Faso, et du Mali : ils racontent leur participation à l'appel à projets climat :

Quel projet a été mis en place ? Pour quelles perspectives ? Avec quelles difficultés à dépasser ?

Découvrez les témoignages des partenaires de l'appel à projets CLIMAT :

EN AMERIQUE LATINE/CARAÏBES :

Le projet d'aménagement durable du bassin versant de Limbé à Haïti et la mesure de l'impact environnemental des **activités agricoles**, mené par le Conseil régional d'Aquitaine et 4 communes de Bas-Limbé ;

*Intervenants : **Hérauld Museau**, responsable du programme conduit par Agrisud en Haïti et **Guillaume Debrie**, de la région Aquitaine.*

EN AFRIQUE DE L'OUEST :

Stratégie de gestion des eaux de ruissellements sur le bassin versant du Zou au Bénin menée par la communauté d'agglomération Seine-Eure et la commune de Bohicon au Bénin.

*Intervenants : M. **Luc Atrokpo**, maire de Bohicon, et M. **Hubert Zoutu**, élu de l'Agglomération Seine Eure, délégué à la coopération décentralisée.*

Lancement d'un réseau d'échange et de réflexion sur les enjeux de la lutte et de l'adaptation au dérèglement climatique et mise en œuvre **d'actions pilotes en Chine, au Mali et en Haïti, mené par le Conseil départemental de l'Essonne.**

*Intervenants : **Aurélie GROS**, Vice-présidente en charge de la culture, du tourisme et de l'action extérieure du département de l'Essonne, **Moussa CAMARA**, Président du Conseil de cercle de Nioro-du-sahel, **Tyoubado DICKO**, Vice président du Conseil de cercle de Douentza. .*

Programme intégré de **restauration et de protection des forêts naturelles** dans la commune de Méguet au Burkina Faso, sous l'autorité des élus locaux, en coopération avec la commune de Seclin dans le Nord pas de Calais.

*Intervenants : M. **Pierre Kaboré**, maire honoraire de Méguet et coordonnateur technique du Projet Développement rural de l'Association Solidarité pour un Développement Communautaire (ASDC), et **Alain Fruchart**, maire adjoint de la ville de Seclin.*

EN AFRIQUE DU NORD :

Protection de la biodiversité de la zone côtière du nord de la Région de l'Oriental du Maroc, menée en partenariat avec le Conseil régional de Champagne-Ardenne.

*Intervenants : **Jean-Paul Bachy**, président du Conseil régional Champagne-Ardenne, et **Mohammed Zaoui**, vice président de la région de l'Oriental au Maroc.*

Dynamique climat engagée dans l'Etat du Minas Gerais au Brésil, avec *Majdouline SBAÏ*, Vice-Présidente en charge de la Citoyenneté, des Relations internationales et de la Coopération décentralisée du Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

Projet CLIMED de mise en place de **3 plateformes climatiques** entre la communauté urbaine de Dunkerque et les communes d'**Annaba en Algérie et Bizerte en Tunisie.**

*Intervenants : **Patrice Vergriete**, président de la Communauté urbaine de Dunkerque, le président de la délégation spéciale de Bizerte, M. **Mohamed Riad LAZEM** et Monsieur le maire d'Annaba (sous réserve) .*

CLIP VIDEO

EN ASIE :

Mobilisation d'une expertise institutionnelle, scientifique et technologique permettant le développement de connaissances sur la vulnérabilité des territoires maritimes, la restauration des espaces littoraux, de la biodiversité et des bio-ressources marines, la définition de plans d'action et leur mise en œuvre, menée par Brest métropole Océane et Haiphong au Vietnam ;

*Intervenants : **Eric Vanderbroucke**, Directeur du Technopole Brest Iroise et **Tran Dinh Lan**, Directeur General d'IMER (Institute of Marine Environment and Resources).*



LES COLLECTIVITÉS LOCALES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT

Table ronde - 5 décembre 2015

11h15 - 14h45

Développement de projets en matière de **développement urbain durable** pour une meilleure prise en compte de l'enjeu climat, entre les villes de Toulouse et d'Hanoi au Vietnam.

*Intervenants : **Nguyen Duc Hung**, Architecte, Député Directeur Général de HUPI - Institut de la Planification Urbaine de Hanoi, **Tran Ngoc Han**, Division de QKQD, Ingénieur spécialisé en Urbanism, et un représentant de l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de Toulouse aire Urbaine (AUAT).*

Parc technologique agricole franco-chinois de la province de Nanchong, en Chine, en lien avec le conseil régional de Champagne-Ardenne.

*Intervenants : Le vice-gouverneur du Sichuan, **CHEN Wenhua** et le président du Conseil régional Champagne-Ardenne, **Jean-Paul Bachy**.*

12h45/13h15 : REGARDS CROISES.

Et du côté des partenaires associatifs, quoi de neuf dans la lutte contre le dérèglement climatique, dans les secteurs de la forêt, de l'agriculture, de l'eau, des parcs régionaux et de l'énergie ?

Panorama coopération et climat par Roland Ries, président de Cités Unies France.

Eau et Coopération décentralisée : l'action de PS-Eau : Accroître et améliorer les actions en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement.

Les ressources naturelles, dont l'eau, sont les premières impactées par le dérèglement climatique. Lutter contre le dérèglement climatique, c'est par exemple permettre la mise en place de services d'eau et d'assainissement efficaces, car la bonne gestion de l'eau est intimement liée à celle du climat.

Intervenant : Béatrice Tournonnias du Ps-eau.

Forêt et Coopération décentralisée : l'action de COFOR international : Promotion de la gouvernance décentralisée des forêts :

La forêt permet le stockage du CO2 atmosphérique dans le bois, du fait de la photosynthèse, et dans les sols. En séquestrant annuellement près de 20 % des émissions de carbone à l'échelle mondiale, la forêt constitue un véritable puits de carbone. La coopération décentralisée appuie l'organisation des collectivités en associations, à la création et la gestion du domaine forestier, la planification territoriale... La COFOR international a élaboré 6 recommandations dans le cadre de la COP 21.

Intervenant : Jean-Pierre Michel, vice-président de la COFOR international.

Formation pour les métiers de l'énergie et coopération décentralisée : l'action de la Fondation Schneider Electric, sous l'égide de la fondation de France :

Créée en 1998, la Fondation Schneider Electric, sous l'égide de la Fondation de France, contribue avec ses partenaires à mettre en place des solutions pour répondre aux problématiques énergétiques des plus défavorisés partout dans le monde. Son objectif principal est de lutter contre la fracture énergétique. La Fondation Schneider Electric a soutenu l'appel à projet « climat » du ministère des affaires étrangères, accompagnant les collectivités territoriales engagées dans la coopération décentralisée contre le dérèglement climatique.



LES COLLECTIVITÉS LOCALES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT

Table ronde - 5 décembre 2015

11h15 - 14h45

Développement durable et économique des territoires : l'action des Parcs naturels régionaux de France dans les coopérations décentralisées.

Les parcs régionaux naturels incarnent un modèle unique qui vise à améliorer la protection de l'environnement et le développement à la fois économique, social et culturel des Parcs et des territoires qui partagent leurs valeurs à l'étranger. Cette coopération privilégie les valeurs de solidarité et de réciprocité : elle repose sur la co-construction, les partenariats, la mutualisation et le rayonnement des territoires. Découvrez quelques exemples emblématiques et les perspectives de coopération avec notamment les « 51 initiatives pour le climat ».

Agriculture et alimentation : l'action de l'Organisation des Régions Unies-FOGAR (ORU FOGAR) : assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en faisant face au changement climatique.

Aujourd'hui dans le monde, quelque 2,6 milliards de personnes produisent plus de 70 % de la production alimentaire sur plus de 500 millions d'exploitations. En 2050, l'agriculture devra nourrir 9 milliards de personnes, tout en faisant face aux effets du changement climatique, et en veillant à produire moins de gaz à effet de serre. L'agriculture, captatrice de carbone, est aussi une solution en faveur du climat.

13h15/13h35 : POINT DE VUE.

Le climat, c'est aussi une affaire européenne !

La coopération décentralisée entre collectivités territoriales européennes permet d'encourager la transition écologique des territoires et favoriser les échanges de bonnes pratiques entre collectivités locales. Innovantes et inclusives, les coopérations fondées souvent sur des jumelages historiques prennent une nouvelle dimension.

Intervenants : représentant de l'AFCCRE.

13h35/14h00 : FOCUS

Le dispositif 1% déchets, un mécanisme de financement innovant pour lutter contre les déchets.

Trouver des solutions adaptées, durables et viables pour la gestion des déchets, est une urgence absolue. Dans les 10 prochaines années, la production de déchets dans le monde va croître de 1,3 à 2,2 milliards de tonnes. Dans les PED* le coût de la gestion des déchets va être multiplié par 5.

Le 1% déchets c'est quoi ? Quelques illustrations dans le champ de la coopération décentralisée...

Intervenants : **Vanessa Miranville**, maire de La Possession (la Réunion), représentants de la Ville de Paris et Brazzaville (sous réserve), et représentants d'AMORCE.

14h00/14h15 : PAROLE ET PLACE DONNEES AUX JEUNES :

Et demain, comment les coopérations décentralisées agiront-elles en faveur du climat ? Quels sont les espoirs de la jeunesse en la matière ?



Communiqué de presse du 27 février 2015

Un appel à projet « Climat » 2015 en direction des collectivités territoriales a été annoncé le 27 novembre 2014 par M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international, à l'occasion de la troisième Conférence environnementale, **en association avec le ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et le ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt.**

De nombreuses régions, villes et départements français sont déjà engagés avec les autorités locales des États partenaires dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Leur expertise dans la maîtrise d'ouvrage, dans la formation des agents locaux, dans la mise en place de partenariat publics-privés n'est plus à démontrer. Ce savoir-faire précieux constitue une ressource formidable que la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales de la direction générale de la mondialisation, du développement et des partenariats (DGM/DAECT) du MAEDI souhaite valoriser dans le cadre de la conférence Paris Climat 2015, en soutenant des solutions innovantes qui produisent des résultats concrets sur le terrain.

L'appel à projets permettra ainsi d'unir les efforts des États français et étrangers et de leurs collectivités territoriales dans un même élan, avec les priorités suivantes :

- L'implication des entreprises aux côtés des collectivités territoriales ;
 - Le développement des pratiques agro-écologiques ;
 - L'aménagement urbain durable et la planification territoriale climat-énergie ;
- La gestion durable des déchets, les enjeux de l'eau et la préservation de la biodiversité



Lauréats de l'appel à projet « Climat » 2015

Région française	Collectivité territoriale française chef de file	Autorité(s) locale(s) chef de file dans le(s) pays partenaire(s)	Pays partenaire(s)	Intitulé du projet
Aquitaine	Conseil régional d'Aquitaine	commune de Bas Limbé	Haïti	Projet Aménagement Durable du bassin versant de Limbé et mesure de l'impact environnemental des activités agricoles – Nord-Haïti (PAD Nord)
Basse-Normandie	Herouville Saint Clair	Commune d'Agnam	Sénégal	« Biodigesteurs et tri sélectif : outils de lutte contre les dérèglements climatiques »
Bourgogne	Quetigny	Mairie de Koulikoro	Mali	Gestion des ordures ménagères : soutien à la collecte, au recyclage et à la valorisation en agriculture. Contribution à la réduction de l'effet de serre par la diminution des incinérations sauvages, par le recyclage et la valorisation des déchets.
Bretagne	Brest métropole océane	Ville de Haiphong	Vietnam	Changement climatique et biodiversité
Bretagne	Conseil général d'Ille-et-Vilaine	Conseil Régional de Mopti	Mali	Développement des énergies renouvelables au Mali (énergie solaire et biogaz)
Bretagne	Conseil général des Côtes d'Armor	Association des Maires de la Grande Anse (AMAGA)	Haïti	De l'Écotourisme en Grande Anse pour lutter contre le dérèglement climatique
Champagne-Ardenne	Conseil régional de Champagne Ardenne	Conseil de la Région de l'Oriental	Maroc	Protection de la biodiversité de la zone côtière du nord de la Région de l'Oriental du Maroc
Haute-Normandie	Communauté d'agglomération Seine Eure	Commune de Bohicon	Bénin	Elaboration d'une stratégie de gestion des eaux de ruissellements sur le bassin versant du Zou, au Bénin.
Haute-Normandie	Conseil général de Seine Maritime	Gouvernorat du Kef	Tunisie	Appui à la mise en place d'un plan climat énergie territorial dans la Région du Kef
Île-de-France	Conseil régional d'Île-de-France	COMMUNE URBAINE D'ANTANANARIVO	Madagascar	L'Agriculture Urbaine et la valorisation des déchets organiques : un mécanisme d'adaptation au dérèglement climatique à Antananarivo.

Lauréats de l'appel à projet « Climat » 2015

Ile-de-France	Cergy	Ville de Thiès	Sénégal	« Aménagement durable, valorisation des déchets ménagers, développement de l'agro-écologie et éducation à l'environnement : démarches croisées et complémentaires de lutte contre le changement climatique à Thiès »
Ile-de-France	Issy-Les-Moulineaux	Ville de Leshan	Chine	Accompagnement de la Ville de Leshan dans la prise en compte de la dimension Climat dans l'aménagement du territoire. Etude stratégique pour l'aménagement urbain durable et respectueux de l'environnement de la Ville de Leshan (Chine).
Ile-de-France	Conseil général de l'Essonne SCDRI	Conseil de cercle de Diéma, Conseil de cercle de Douentza, Conseil de cercle de Nioro-du-Sahel, Mairie d'Aquin, Mairie de Saint Louis du Sud, Municipalité de Wuhan, Mairie Fond des Nègres	Mali, Mali, Mali, Haïti, Haïti, Chine, Haïti	Lancement d'un réseau d'échange et de réflexion sur les enjeux de la lutte et de l'adaptation au dérèglement climatique et mise en œuvre d'actions pilotes en Chine, au Mali et en Haïti
Ile-de-France	Paris	Mairie de Brazzaville	Congo, Rép.	Assistance à maîtrise d'ouvrage et renforcement des capacités de la Mairie de Brazzaville en matière de gestion environnementale des déchets ménagers
Midi-Pyrénées	Toulouse	Comité Populaire de Hanoi	Vietnam	TOULOUSE - HANOI : DEVELOPPEMENT DE PROJETS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT URBAIN DURABLE POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DE L'ENJEU CLIMAT
Nord-Pas-de-Calais	Lille	Commune de Saint-Louis	Sénégal	Projet Biogaz à Saint-Louis du Sénégal
Nord-Pas-de-Calais	Dunkerque	Annaba et Bizerte	Algérie, Tunisie	
Nord-Pas-de-Calais	Secdin	Commune de Méguet	Burkina Faso	Programme intégré de restauration et de protection des forêts naturelles dans la commune de Méguet (Burkina Faso) sous l'autorité des élus locaux
Nord-Pas-de-Calais	Conseil régional du Nord-Pas de Calais	FUNDAÇÃO ESTADUAL DO MEIO AMBIENTE DE MINAS GERAIS (FEAM)	Brésil	APPUI A LA POURSUITE DE LA DYNAMIQUE CLIMAT ENGAGÉE DANS L'ÉTAT DU MINAS GERAIS (BRÉSIL) ET MISE EN PARTAGE AUX NIVEAUX LOCAL ET INTERNATIONAL
Poitou-Charentes	Communauté d'agglomération de la Rochelle	Ville de Kendari (Kota Kendari)	Indonésie	Diagnostic environnemental et urbain à Kendari (Indonésie), gestion de l'eau et éducation à l'environnement
Réunion	La Possession	Ville de Victoria	Seychelles	Étude préalable pour la mise en œuvre d'une filière de tri et de la valorisation des déchets de la Ville de Victoria / Mise en place d'un site pilote

Appel à projets en soutien à la coopération décentralisée 2015

21 LAUREATS POUR LA COP21



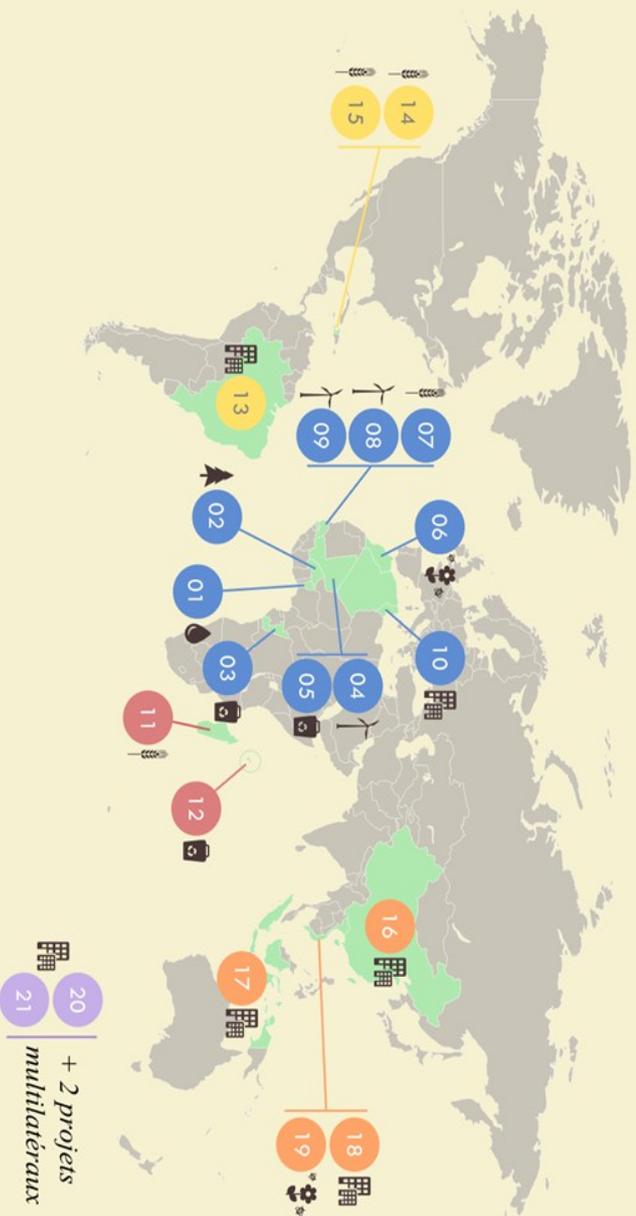
3 PARTENAIRES



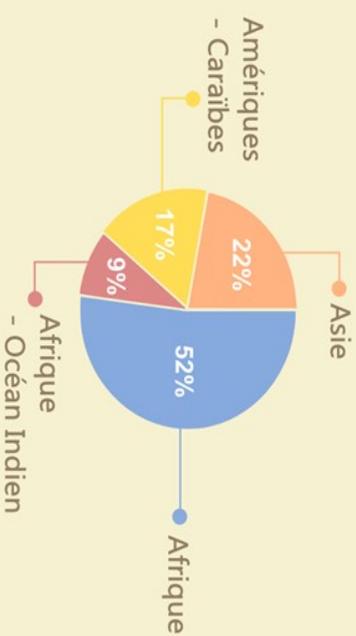
Des projets déployés
pour un montant
total de

2 500 000 €

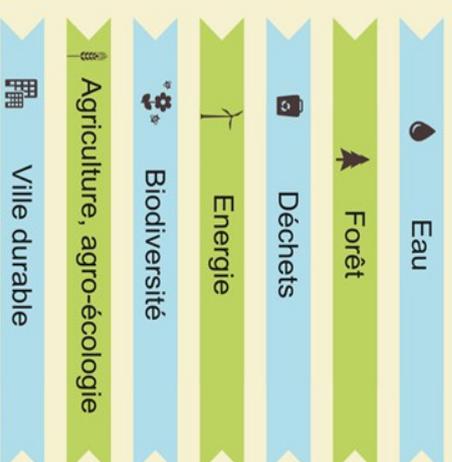
LOCALISATION DES PROJETS



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES PROJETS



THÉMATIQUES LES PLUS REPRÉSENTÉES



Appel à projets en soutien à la coopération décentralisée 2015

21 LAUREATS POUR LA COP21



- 01** Agglomération de **Seine-Eure** - Ville de **Bohicon**
Gestion des eaux du bassin-versant du Zou **BENIN**
- 02** Ville de **Seclin** - Ville de **Méguet**
Protection de la forêt **BURKINA FASO**
- 03** Ville de **Paris** - Ville de **Brazzaville**
Gestion des déchets **CONGO REP.**
- 04** Département de **l'Ille-et-Vilaine** - Région de **Mopti**
Energies renouvelables (énergie solaire et biogaz) **MALI**
- 05** Ville de **Quetigny** - Ville de **Koulikoro**
Gestion des déchets et valorisation agricole **MALI**
- 06** Région **Champagne-Ardenne** - Région de **l'Oriental**
Protection de la biodiversité **MAROC**
- 07** Ville de **Cergy-Pontoise** - Ville de **Thiès**
Agro-écologie **SENEGAL**
- 08** Ville d'**Herouville-Saint-Clair** - Ville d'**Agnam**
Biogesteur et gestion des déchets **SENEGAL**
- 09** Ville de **Lille** - Ville de **Saint-Louis-du-Sénégal**
Biogaz **SENEGAL**
- 10** **Dép. de Seine Maritime** - **Gouvernorat du Kef**
Mise en place d'un plan climat énergie territorial **TUNISIE**

● Afrique ● Amériques - caraïbes ● Projets multilatéraux
● Afrique - océan indien ● Asie

- 11** **Reg. Ile-de-France** - **Agglo. Antananarivo**
Agriculture urbaine **MADAGASCAR**
- 12** Ville de **La Possession** - Ville de **Victoria**
Gestion des déchets **SEYCHELLES**
- 13** **Reg. Nord-Pas-de-Calais** - **Province de Minas Gerais**
Mise en place un d'observatoire climatique **BRESIL**
- 14** **Dep. Côtes d'Armor** - **Asso. des Maires de la Gr. Anse**
Ecotourisme **HAÏTI**
- 15** **Région Aquitaine** - **Quatre villes du Bas Limbé**
Agro-écologie **HAÏTI**
- 16** **Issy-les-Moulineaux** - **Ville de Leshan**
Expertise ville durable **CHINE**
- 17** **Agglo. de La Rochelle** - **Ville de Kendari**
Diagnostic environnemental et urbain **INDONESIE**
- 18** **Toulouse** - **Comité Populaire de Hanoï**
Expertise développement urbain durable **VIETNAM**
- 19** **Brest métropole océane** - **Ville de Haiphong**
Biodiversité et milieux maritimes **VIETNAM**
- 20** Ville de **Dunkerque** - **Villes d'Annaba et de Bizerte**
Projet CLIMED **ALGERIE
TUNISIE**
- 21** **Dép. de l'Essonne** - **Diéma, Douentza, Nioro-du-Sahel, Wuhan, Aquin, Saint-Louis du Sud, Fond des Nègres**
**CHINE
HAÏTI**

**Les projets lauréats valorisés le 5 décembre
lors de la table ronde :
« les collectivités locales
s'engagent pour le climat »**



Conseil régional d'Aquitaine / Commune de Bas-Limbé à Haïti.

Projet Aménagement Durable du bassin versant de Limbé et mesure de l'impact environnemental des activités agricoles.

Dans un contexte de dérèglement climatique et d'érosion du milieu agricole et dans le cadre du projet propose de travailler avec quatre communes haïtiennes partenaires à la mise en œuvre de plans prioritaires d'aménagement et de mise en valeur de leur bassin versant.

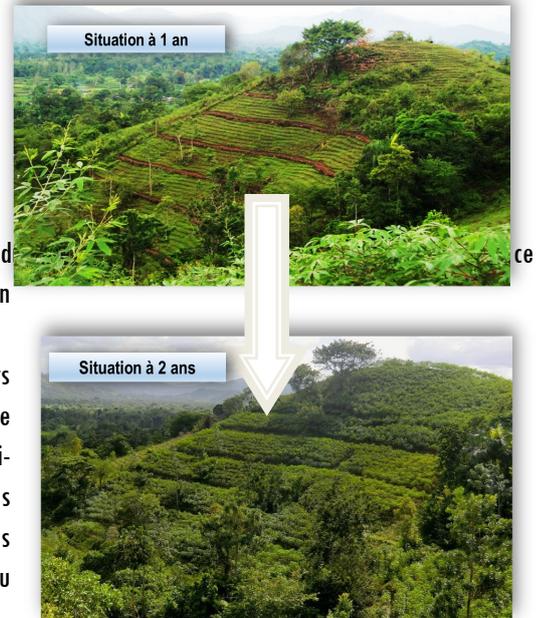
Ces plans prioritaires visent spécifiquement des localités dans lesquelles les producteurs travaillent à un aménagement coordonné du territoire, à la mise en place de systèmes de production agroforestiers résilients (stabilisation de pente et amélioration de leur rentabilité des parcelles) et à la mise en valeur des ressources naturelles telles que l'eau, les sols et la biodiversité. Le projet vise de même à mettre en place les dispositifs scientifiques nécessaires à la mesure de l'impact environnemental du projet en termes d'atténuation du changement climatique.

Partenaires : Agrisud International ; AFD ; Etc Terra.

Année de signature de la convention de coopération : 2008

Coût total du projet : 385 000€

Cofinancement du MAEDI et du MAAF : 30 000€



Communauté d'agglomération Seine-Eure / Commune de Bohicon au Bénin.

Elaboration d'une stratégie de gestion des eaux de ruissellements sur le bassin versant du Zou au Bénin.

L'étude envisagée se décompose en deux phases distinctes. La phase 1 consiste en la réalisation d'un diagnostic détaillé de la situation au regard des phénomènes de ruissellements : analyse du fonctionnement du bassin versant, description de la nature et des axes de ruissellements, caractérisation des risques subis, analyse du fonctionnement des différents ouvrages existants, repérage et analyse des infrastructures d'accès à l'eau (puits et AEV) et d'assainissement impactées lors des phénomènes de ruissellements et d'inondation. La phase 2 porte sur l'élaboration d'une stratégie visant l'adaptation au changement climatique et à maîtriser les phénomènes de ruissellement en favorisant des méthodes d'hydrauliques « douces » qui devront tenir compte des spécificités des différents espaces identifiés.

Partenaires : Agence de l'Eau Seine Normandie ; Association Nationale des Communes du Bénin

Année de signature de la convention de coopération : 2012

Coût total du projet : 550 000€

Cofinancement du MAEDI : 2 500€



Conseil général de l'Essonne SCDRI / municipalité de Wuhan (Chine), les Conseils de cercle de Douentza, Diéma et Nioro-du-Sahel (Mali) et les communes d'Aquin, Fond-des-Nègres et Saint-Louis-du-Sud (Haïti)

Lancement d'un réseau d'échange et de réflexion sur les enjeux de la lutte et de l'adaptation au dérèglement climatique et mise en œuvre d'actions pilotes en Chine, au Mali et en Haïti.

Le Conseil général de l'Essonne est engagé depuis 2010 dans la mise en œuvre d'un plan climat à l'échelle de son territoire. La recherche de solutions innovantes aux problématiques locales essonniennes s'appuie notamment sur le développement d'échanges dans le cadre de l'action internationale.

Ce projet de lancement se décline autour de plusieurs actions pilotes :

- Le développement des énergies renouvelables à l'échelle locale, via une expérimentation d'autonomisation énergétique de groupes scolaires en Haïti.
- L'atténuation et l'adaptation dans le secteur de l'eau via - La gestion durable du paysage via la mise en place d'échanges de pratiques sur la gestion différenciée

Partenaires : Agence de l'eau Seine-Normandie ; entreprise ECIC ; entreprise Biotope ; association Haïti Futur.

Année de signature de la convention de coopération : 1996

Coût total du projet : 370 965€

Cofinancement du MAEDI : 50 000€



Seclin / Commune de Méguet au Burkina Faso

Programme intégré de restauration et de protection des forêts naturelles dans la commune de Méguet (Burkina Faso) sous l'autorité des élus locaux.

Le présent projet se propose d'étendre le processus de protection et de gestion durable des forêts naturelles relictuelles à deux villages. Ces forêts seront délimitées entre le village et la commune puis dotées d'un plan d'aménagement multifonctionnel simplifié qui conciliera les divers usages de ces espaces. Les actions de protection les plus urgentes seront entreprises en forêt ainsi que des mesures agro-écologiques innovantes en périphérie. La population riveraine s'organisera et se formera pour assurer la surveillance et la gestion de sa forêt villageoise. Enfin les villages, la commune et l'Administration contractualiseront leur contribution respective à la gestion durable des forêts villageoises.

Partenaires : Association COFOR International ; Fondation Verkauf Darmstadt ; Comité Maastricht.

Année de signature de la convention de coopération : 1986

Coût total du projet : 53 000€ Cofinancement du MAEDI : 5 000€





Conseil régional de Champagne Ardenne / Conseil de la Région de l'Oriental au Maroc

Protection de la biodiversité de la zone côtière du nord de la Région de l'Oriental du Maroc.

La Région de l'Oriental connaît d'importants problèmes environnementaux : dérèglement du climat, déboisement, désertification, disparition des zones humides, etc. Le projet se propose d'entamer un processus de concertation et de planification à l'action pour un développement durable sur l'embouchure de la Moulouya. Il vise à renforcer les capacités des acteurs de l'Oriental pour déterminer les enjeux et problématiques environnementaux afin de doter les décideurs politiques d'outils d'aide à la prise de décision pour élaborer des politiques régionales de développement, atténuer les impacts négatifs du dérèglement climatique et des activités économiques et sociales en matière de gestion intégrée des zones côtières (GIZC).

Partenaires : Observatoire Régional de l'Environnement et du Développement Durable (OREDD) ; Université Mohammed 1^{er} ; Direction Régionale des Eaux et forêts et de la lutte contre la désertification de l'Oriental.

Année de signature de la convention de coopération : 1992

Coût total du projet : 105 000€

Cofinancement du MAEDI : 22 000€

Dunkerque Grand Littoral Communauté urbaine / Annaba (Algérie) et Bizerte (Tunisie)

Projet CLI-MED

Le projet s'appuie sur une relation ancienne entre les territoires industriels et portuaires de Dunkerque, Annaba et Bizerte. Cette relation mise en œuvre à travers plusieurs projets a permis de construire une connaissance et une confiance entre les partenaires. Le projet vise à mettre en place trois plateformes institutionnelle, technique et citoyenne sur le thème du dérèglement climatique. Les pratiques visées seront celles affichées comme bénéfiques contre le dérèglement climatique mais aussi celles plus quotidiennes qui ne sont ni affichées ni identifiées en tant que telles.

Partenaires : Ville de Grande-Synthe ; Maison de l'environnement de Dunkerque ; Centre ressource du développement durable (CERDD).

Année de signature de la convention de coopération : 2004

Coût total du projet : 55 540€

Cofinancement du MAEDI : 14 000€



Brest métropole Océane / Haiphong au Vietnam

Changement climatique et biodiversité

Dans la continuité des actions entre Brest et Haiphong, le projet vise à définir des plans d'action climat pour les territoires d'Haiphong et de l'île de Cat Ba..

Le projet repose sur la capacité de mobilisation d'une expertise institutionnelle, scientifique et technologique permettant le développement de connaissances sur la vulnérabilité des territoires maritimes, la restauration des espaces littoraux, de la biodiversité et de bio-ressources marines, la définition de plans d'action et leur mise en œuvre.

Partenaires : Technopôle Brest-Iroise.

Année de signature de la convention de coopération : 2007

Coût total du projet : 40 000€

Cofinancement du MAEDI : 7 000€

Toulouse / Hanoï au Vietnam

Développement de projets en matière de développement urbain durable pour une meilleure prise en compte de l'enjeu climat.

projet proposé vise la mise en œuvre de politiques publiques de mobilité répondant à un enjeu d'adaptation climatique par une réduction des émissions de gaz à effet de serre et de consommation énergétique. L'ensemble de ces actions s'inscrivent dans un objectif de création et d'amélioration d'espaces publics.

Partenaires : Agence d'Urbanisme et d'Aménagement Toulouse aire urbaine ; Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse ; Université d'architecture de Hanoi.



Année de signature de la convention de coopération : 2014

Coût total du projet : 45 294€

Cofinancement du MAEDI : 9 000€

Conseil régional de Champagne Ardenne / Province de Nanchong en Chine

Projet de Parc de technologie agricole franco-chinoise

Ale projet à pour but de créer la première zone pilote d'agriculture intégrée chinoise. Celle-ci sera construite en couvrant les agricultures écologiques, scientifiques, touristiques, innovatrices.

Ce projet s'articule autour de quatre initiatives développées à l'intérieur du parc :

-la serre intelligente : la société chinoise pilote du projet, Ganghang, souhaite utiliser les technologies françaises pour les systèmes d'autonomisation et de gestion informatisés. L'économie d'énergie et la réduction des émissions de CO2 sont des objectifs affichés.

- Le traitement des déchets agricoles organiques :

il s'agit de collecter des déchets agricoles organiques contaminés et de les transformer en biogaz(CH4) et en engrais naturels.

-La reprise des zones humides et le traitement des eaux usées: il s'agit d'une opération vertueuse en terme de préservation de l'environnement.

-le centre agricole de recherche et d'incubation

Projet labellisé « appel à projet « climat »



Les partenaires associatifs de la coopération décentralisée.

Le programme solidarité Eau.



Née en 1984, l'association Programme solidarité eau (PS-eau) un réseau ouvert aux organismes qui interviennent dans les secteurs de l'eau et l'assainissement et de la solidarité. L'association a pour objectif principal d'accroître et améliorer les actions en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les pays en développement. Pour répondre à ce défi, Ps-eau fournit aux acteurs de l'eau et de l'assainissement des travaux de recherches, un appui et conseil aux acteurs et assure la promotion de la solidarité internationale pour l'eau. C'est dans ce cadre que PS-eau fournit régulièrement des travaux sur l'état de la coopération décentralisée en matière d'accès à l'eau dans le monde. Le dernier bilan publié par le réseau Ps-eau en septembre 2015 porte sur l'action extérieure des collectivités territoriales en 2014 sur ce thème.



Territoires et forêts solidaires



COFOR INTERNATIONAL

COFOR INTERNATIONAL

Créée en novembre 2009 à l'initiative de la Fédération nationale des Communes forestières de France (FNCOFOR), COFOR international a pour objectif de mieux structurer ses actions extérieures relative à la gestion décentralisées des domaines forestiers publics et privés. Afin de réaliser ce projet, elle se structure en six axes autour de l'organisation des collectivités en associations, à la création et la gestion du domaine forestier, la planification territoriale, la définition et le pilotage de politiques territoriales, le regroupement de forêts privées sous maîtrise d'ouvrage des collectivités et le partage d'expériences à visée de promotion de la gouvernance décentralisée des forêts. COFOR international réalise des projets de coopération à l'échelle du monde entier. Citons par exemple le cas du Sénégal dans lequel est prévu l'aménagement de 210 000 hectares de forêts grâce à l'appui de communauté villageoises ou l'Equateur dans lequel le Conseil général de Meurthe et Moselle a noué un partenariat avec l'association LOCAL pour apporter un appui aux collectivités souhaitant assurer la maîtrise d'ouvrage d'un programme d'investissement forestier.



LES COLLECTIVITÉS LOCALES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT

Table ronde - 5 décembre 2015

11h15 - 14h45

Fondation Schneider Electric

Créée en 1998, la Fondation Schneider Electric, sous l'égide de la Fondation de France, contribue avec ses partenaires à mettre en place des solutions pour répondre aux problématiques énergétiques des plus défavorisés partout dans le monde. Son objectif principal est de lutter contre la fracture énergétique.

Dans les nouvelles économies, la Fondation soutient des projets de formation professionnelle dans les métiers de l'énergie, contribuant ainsi au programme d'Accès à l'Energie de Schneider Electric. Dans les économies matures, la Fondation lutte contre la précarité énergétique en proposant des programmes de formation/ sensibilisation pour les foyers concernés. Dans tous ses programmes, la Fondation Schneider Electric porte une attention toute particulière à l'engagement des collaborateurs de l'entreprise dans toutes les actions qu'elle déploie.

L'organisme a soutenu financièrement l'appel à projet « climat » du ministère des affaires étrangères, accompagnant les collectivités territoriales engagées dans la coopération décentralisée contre le dérèglement climatique.



Fédération des Parcs naturels régionaux de France

Association loi 1901, la Fédération des Parcs naturels régionaux de France est le porte-parole et l'animatrice du réseau des Parcs naturels régionaux. Née en 1971, elle répond aux besoins des Parcs- élus et techniciens - d'échanger, de confronter les problèmes rencontrés, de se forger une doctrine et des méthodes communes, de faire connaître ses acquis et de dessiner ensemble l'avenir. Elle regroupe tous les Parcs naturels régionaux, les Régions, et les partenaires nationaux des Parcs.

La stratégie de coopération européenne et internationale de la Fédération et du réseau des Parcs naturels régionaux vise à améliorer la protection de l'environnement et le développement à la fois économique, social et culturel des Parcs et des territoires qui partagent leurs valeurs à l'étranger.

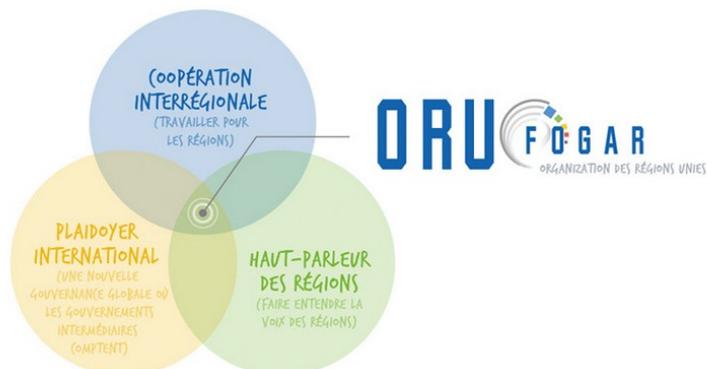
Cette coopération privilégie les valeurs de solidarité et de réciprocité : elle repose sur la co-construction, les partenariats, la mutualisation et le rayonnement des territoires. La fédération contribue depuis 10 ans à la mise en place un programme de développement des Mosaiques d'Aires protégées au Brésil et depuis 2009 à la mise en place d'un système national d'Aires protégées en Uruguay.



LES COLLECTIVITÉS LOCALES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT

Table ronde - 5 décembre 2015

11h15 - 14h45



ORU FOGAR

Les objectifs de l'organisation des régions-unies (ORUFOGAR) est de :

- Faire entendre la voix des régions ;
- Une gouvernance globale où les régions comptent ;
- Travailler pour les Régions

L'organisation des régions-unies agit selon deux approches, celle de l'approche intégrée par les territoires pour concevoir et mettre en oeuvre sur le terrain des solutions aux nouveaux défis auxquels ces territoires font face, et celle de la promotion de nouvelles règles de gouvernance au niveau global, incluant l'échelon régional et permettant à cette approche par les territoires de se développer.

Elle développe des actions dans trois domaines :

- sécurité alimentaire
- développement durable
- efficacité d'aide au développement

La Champagne-Ardenne a assuré le secrétariat du core group sécurité alimentaire de l'ORU FOGAR en 2015.

Focus sur la campagne web « la coopération décentralisée s'engage ! »

Découvrez comment les collectivités territoriales françaises luttent avec leurs partenaires étrangers contre le dérèglement climatique à travers le monde, chaque mardi pendant 12 semaines, grâce à notre sélection de 12 projets concrets !

"La coopération décentralisée s'engage pour le climat", ce sont des témoignages et des illustrations concrètes d'actions mises en œuvre par les collectivités territoriales françaises, sur le terrain et dans un échange durable avec leurs partenaires étrangers.

Avec "La coopération décentralisée s'engage pour le climat",
nous souhaitons valoriser et encourager toutes ces initiatives locales.



La région Île-de-France et l'ancienne région de Dakar s'engagent pour le climat



Région Île-de-France – ancienne région de Dakar (Sénégal) : établir un diagnostic concerté pour lutter ensemble contre le changement climatique.

La région de Dakar est concernée, à plus d'un titre, par le changement climatique : érosion côtière, inondations, collecte des déchets incomplète, pollution de l'air, etc.

Dans le cadre de leur coopération, l'ancienne région de Dakar et la région Île-de-France ont décidé de mettre en place en 2012 un Plan climat territorial intégré (PCTI), premier plan climat d'Afrique issu d'une coopération décentralisée.

L'enjeu du PCTI pour la région de Dakar est de recenser, renforcer, donner du sens et mettre en synergie des initiatives éparpillées et sectorielles sur le territoire local, pour définir une réelle stratégie de développement. Il permet, en tant que document-cadre, de mettre en cohérence l'ensemble des politiques qui visent à lutter contre le changement climatique.

Le SIAAP, l'AESN, l'AIMF et Bangangté s'engagent pour le climat



À Bangangté (Cameroun) : développer des services d'eau et d'assainissement efficaces pour une préservation de la ressource en eau.

Les ressources naturelles, dont l'eau, sont les premières impactées par le dérèglement climatique. Lutter contre le dérèglement climatique, c'est par exemple permettre la mise en place de services d'eau et d'assainissement efficaces, car la bonne gestion de l'eau est intimement liée à celle du climat. Le programme mis en œuvre à Bangangté a pour principal objectif l'amélioration des prestations de services publics locaux rendus aux populations par les collectivités territoriales. De la gestion de l'eau plus efficace dépend plus largement aussi la sécurité alimentaire des populations. L'eau est au cœur des enjeux humains.



La région Picardie et l'APIMAK s'engagent pour le climat



Région Picardie - 12 communes des départements de Madaoua, Malbaza et Konni (Niger) : réhabiliter des espaces naturels menacés par les aléas climatiques.

Au Niger, vaste pays situé dans la zone sahélienne de l'Afrique de l'ouest, le réchauffement climatique se traduit par des pluies plus rares mais très violentes. Ces pluies, ainsi que les vents de sable, érodent les terres agricoles jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien, ni pour les cultures ni pour le bétail. Les crises alimentaires se répètent et forcent les habitants à quitter leur village. Ce pays, l'un des plus pauvres du monde, doit trouver les moyens de préserver et de valoriser ses ressources face à ces chocs climatiques extrêmes. La région Picardie et les communes des départements de Madaoua, Malbaza et Konni mènent ensemble depuis 2007 un projet de gestion durable des ressources naturelles de la région. Il a pour objectif de recréer une biodiversité et, par répercussion, relancer les activités d'agriculture et d'élevage.

Suresnes et Cap Haïtien s'engagent pour le climat



Ville de Suresnes - commune de Cap Haïtien (Haïti) : réduire l'insalubrité par une bonne gestion des déchets.

La gestion des déchets représente un enjeu majeur aussi bien dans le champ de la santé publique que dans la lutte contre le dérèglement climatique. La ville de Suresnes, en Île-de-France, accompagne la mairie du Cap Haïtien à Haïti sur cette problématique depuis 2003. Le Cap Haïtien représente, par sa population, la deuxième ville du pays après Port-au-Prince. La problématique de gestion des déchets y est donc cruciale. Ensemble, Suresnes et le Cap Haïtien mènent donc depuis 12 ans un projet de gestion intégrée des déchets qui s'est donné pour objectif d'améliorer les conditions de vie de toute une population, sous l'angle de la santé et de l'environnement. Ce projet vise la mise en place



LES COLLECTIVITÉS LOCALES S'ENGAGENT POUR LE CLIMAT

Table ronde - 5 décembre 2015

11h15 - 14h45

Pour plus d'infos :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des-collectivites-territoriales/les-collectivites-territoriales-en-route-pour-paris-climat-2015-cop21/>

secretariat.dgm-aect@diplomatie.gouv.fr



